



Séminaires Société Civile 25-27 Avril 2017, Tunis

SÉMINAIRES THÉMATIQUES – Par thème

MIGRATION	Sessions
<i>Expert:</i> Hassen Boubakri <i>Rapporteur CSFS:</i> Rym Antar	1. Facilités de mobilité et de circulation. 2. Réponses politiques et institutionnelles à la crise. 3. Dimensions juridiques et humanitaires. 4. Prévention de toutes formes d'abus et de violence envers les migrants.

RÉSILIENCE	Sessions
<i>Expert:</i> John Bell <i>Rapporteur CSFS:</i> Ahmed Damrawy	1. Combattre l'extrémisme violent: causes profondes. 2. Combattre l'extrémisme violent: développer la résilience. 3. Le secteur de la sécurité. 4. Le contexte: l'espace pour que les OSC opèrent.

Droits de l'Homme	Sessions
<i>Expert:</i> Nabila Hamza <i>Rapporteur CSFS:</i> Marie de Coune	1. Droits de l'homme et transition démocratique: Que peut faire la société civile pour construire et renforcer la démocratie? 2. Défense des Droits de l'Homme et tactiques de lutte contre le terrorisme sont-ils inconciliables? 3. Violence à l'égard des femmes et protection des droits de la femme. 4. Protection des droits des groupes vulnérables et prévention de la discrimination.

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS	Sessions
<i>Expert:</i> Carine Elya <i>Rapporteur CSFS:</i> Moufida Oueslati	1. Défis à relever par les jeunes et Employabilité: l'accès à une vie et à un travail décent. 2. Lier les affaires au travail social: accords de partenariat et identification des problèmes clés sur l'approche économique régionale. 3. Augmentation de la productivité afin d'accroître l'employabilité ; stratégies pour une croissance inclusive et durable. 4. Améliorer l'employabilité: innovation et compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME).



European Union

Civil Society Forum Neighbourhood South



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS des SÉMINAIRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 25-27 avril 2017, Tunis

RÉSILIENCE ET SÉCURITÉ

1. Combattre l'extrémisme violent: causes profondes.
2. Combattre l'extrémisme violent: développer la résilience.
3. Le secteur de la sécurité.
4. Le contexte: l'espace permettant aux OSC d'opérer.

Appeler l'UE à réitérer son engagement envers les droits de l'homme dans les politiques liées à CVE / PVE.

- 1) Soutenir le développement d'un meilleur cadre national de recherche méthodologique pour mieux comprendre les causes profondes de la PVE.
- 2) Dans le but de renforcer la résilience, créer une plate-forme pour les retours d'expériences positives, capitaliser et apprendre des cas difficiles, accroître la connectivité entre les OSC, mieux comprendre l'impact des initiatives et développer le dialogue entre l'UE et le voisinage du Sud, en particulier chez les jeunes.
- 3) Il est nécessaire d'améliorer les réseaux d'action entre la Société Civile et l'État concernant les politiques PVE, et de renforcer le partenariat pour ce qui relève des plans d'action nationaux. La Société Civile et l'État doivent étroitement collaborer en partenariat. L'UE peut aider à supprimer les blocages pour les opérations de la Société Civile et à renforcer les capacités pour aller plus loin dans les projets de PVE / CVE et SSR.
- 4) L'UE devra élargir ses engagements à l'égard des différents flux d'action concernant la PVE / CVE, y compris la réforme de l'éducation; Réduire les inégalités, entre autres, et renforcer les capacités de l'État et de la société civile à cet égard.
- 5) Demander à l'UE de cesser l'approvisionnement en armes des régimes et des gouvernements engagés dans des violations massives des droits de l'Homme, de renforcer le code de conduite de l'UE au sujet de l'exportation d'armes, afin de créer un meilleur contexte pour poursuivre la CVE et PVE.

MIGRATION

Session 1: *Facilités de mobilité et de circulation*

Recommandation: Adopter une politique de mobilité fondée sur les droits de l'homme, et conforme aux conventions internationales.

Outil: Établir un mécanisme mixte impliquant les institutions/OSC européennes pour assurer le suivi de l'application des conventions internationales relatives à la mobilité des travailleurs.

N.B.: Le SAG pourrait être élargi et constituer la base du mécanisme.

Session 2: *Réponses politiques et institutionnelles à la crise migratoire*

Recommandation: L'élaboration d'une évaluation conjointe (OSC/institutions européennes) des différents mécanismes et programmes adoptés lors des sommets UE/Union Africaine, UE/Turquie sur la gouvernance migratoire en méditerranée via la création d'un observatoire.

Outil: Partenariat entre OSC et institutions européennes dans l'élaboration de cette étude et d'un rapport pouvant être discuté dans les prochains débats et avoir une visibilité intégrative.

Session 3: *les dimensions juridiques et humanitaires*

Recommandation: Mobiliser les moyens nécessaires pour renforcer les capacités institutionnelles des OSC, et leur permettre de développer et de mettre en œuvre des programmes visant à assurer une meilleure protection des migrants et réfugiés ; et à une coordination plus adéquate des programmes d'appui et d'aide.

Outil: Mettre en place un mécanisme financier et technique approprié spécifique à la société civile, en dehors des mécanismes internationaux réguliers.

Session 4: *Prévenir et combattre toutes les formes d'abus et de violence contre les migrants*

Recommandation: Encourager les alliances, partenariats et mise en réseau entre les différentes OSC des pays de départ, de transit et d'arrivée, afin de renforcer leurs capacités et leur permettre d'assumer leurs missions relatives à la protection des migrants contre les risques rencontrés (violation des droits, marginalisation et discrimination), et sensibiliser les sociétés locales pour favoriser la solidarité avec les migrants et réfugiés.

Outil: Développer une stratégie de gouvernance basée sur les droits et adopter un programme intégré pour soutenir et assister les migrants et réfugiés et la mise en place de coalitions par le biais de groupes de travail (experts du nord et sud) et ce, à la lumière des études réalisées.

RÉDUCTION DES INÉGALITÉS : Employabilité et Economie Sociale

Session 1: Défis à relever par les jeunes et Employabilité: l'accès à une vie et à un travail décents.

Recommandation: Promouvoir et améliorer la formation technique, vocationnelle et éducative TVET.

Session 2: Lier les affaires et le travail social: accords de partenariat et identification des problèmes clés sur l'approche économique régionale.

Recommandations:

1. Collaboration entre la société civile et le secteur privé pour faire pression dans le but de reformuler les politiques et les législations à un niveau gouvernemental.
2. Encourager le secteur privé à s'engager davantage à aider la société civile par le biais d'un fond.

Session 3: Accroître la productivité pour améliorer les discussions sur l'employabilité, et sur les stratégies de croissance inclusive et durable.

Recommandation:

Soutenir le rôle des Organisations de la Société Civile et les encourager à travailler sur le plaidoyer et à prendre part aux décisions des politiques.

Session 4: Développement économique et création d'emplois: assurer la liaison entre la société civile et le secteur privé: un accent particulier sur l'innovation, la compétitivité des PME et le développement du commerce.

Recommandation:

Soutenir la création de communautés mondiales pour les entrepreneurs technologiques et les startups - connu sous le nom de Tech Hub (y compris l'assistance technique et l'accès au financement).

Droits de l'Homme et Gouvernance (1/2)

Session 1: Les droits de l'Homme et la transition démocratique: Que peut faire La Société Civile pour construire et renforcer la démocratie?

RECOMMANDATIONS adressées à l'UE:

- Déployer davantage d'efforts pour identifier les nouveaux acteurs et avoir une idée plus précise et actualisée sur les OSC et notamment celles qui ont émergé après le printemps arabe.
- Appliquer la conditionnalité des Droits de l'Homme dans tous les accords d'association et impliquer les OSC pour en assurer le suivi.
- Inclure dans les accords d'association avec les pays partenaires un mécanisme / une structure formelle composée d'OSC pour assurer un suivi périodique de ces accords.
- L'UE devrait inclure les organisations de la société civile, y compris celles qui sont indépendantes et autonomes dans ses mécanismes de dialogue sur le plan national.
- Continuer d'organiser périodiquement des forums régionaux sur des thématiques spécifiques favorisant ainsi l'échange entre les acteurs de la société civile.
- Continuer à protéger les droits de l'homme et ses défenseurs.
- Travailler directement avec des Organisations de base afin d'éviter les intermédiaires.

Session 2: Les Droits de l'Homme et les méthodes utilisées pour contrer le terrorisme sont-ils inconciliables?

RECOMMANDATIONS adressées à l'UE:

- Appuyer la mise en œuvre du Plan d'Action de Barcelone de NOVACT pour prévenir toutes les formes d'extrémisme violent et encourager les OSC à devenir membres de l'OPEV.
- Soutenir tous les pays partenaires dans l'élaboration des plans d'action nationaux pour prévenir l'extrémisme violent (PEV), comme l'a recommandé le Secrétaire général de l'ONU. Les OSC devraient être impliquées dans l'élaboration et le suivi de ces plans d'action afin d'assurer le respect des Droits de l'Homme et des libertés civiles.

RECOMMANDATIONS adressées aux OSC:

- Assurer le rôle des OSC dans le suivi des rapports et fournir la protection et la capacité pertinentes pour mener à bien ce rôle
- Les gouvernements devraient permettre aux OSC de travailler et de mettre en œuvre des programmes liés à PVE.

- Surveiller/suivre les médias afin d'éviter les discours haineux et prévenir la violence et l'extrémisme.

Droits de l'Homme et Gouvernance (2/2)

Session 3: Violence à l'encontre les femmes et protection des Droits des Femmes

RECOMMANDATIONS adressées à l'UE:

- Inviter les gouvernements des pays partenaires à ratifier et à mettre en œuvre la Convention d'Istanbul et inviter gouvernements et OSC à utiliser les mécanismes et les outils fournis par la convention, quel que soit le statut de ratification.
- Soutenir les pays partenaires dans l'élaboration de législations permettant la promotion des droits des femmes et les encourager à ratifier et à mettre en œuvre la CEDAW sans réserve.
- Soutenir tous les pays partenaires dans la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité.
- Favoriser le soutien aux campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes.
- Protéger les défenseurs des Droits des Femmes qui militent et assurent le plaidoyer sur les problèmes liés à violence à l'égard des femmes.

Session 4 : Protéger les droits des minorités et des groupes vulnérables et prévenir la discrimination

RECOMMANDATIONS adressées à l'UE:

- Renforcer et appuyer les organisations de défense des Droits de l'Homme de la région qui œuvrent pour documenter et signaler les violations et les atteintes aux groupes vulnérables, en particulier les minorités religieuses et ethniques et les LGBT, et encourager les organisations des droits de l'homme à soumettre des rapports alternatifs au sous-comités des Nations Unies sur les discriminations.
- Soutenir les programmes de sensibilisation, d'éducation et de formation, destinés aux médias dans le domaine de la non-discrimination et respecter tous types de différences.
- Soutenir la création d'espaces de dialogue entre les OSC et les autorités nationales sur les questions liées à la discrimination.
- Soutenir les initiatives permettant une couverture juridique, médicale et psychologique des personnes victimes de toutes sortes de discriminations (LGBT en particulier).
- Organiser un forum régional spécifique sur toutes les formes de discriminations, traitant les aspects juridiques, sociaux et psychologiques, et faire la distinction entre la protection des droits humains et leur promotion.

- Créer un pôle régional / sous-régional d'experts / spécialistes (avocats, psychologues, professionnels de la santé ...) pour traiter de la question des LGBT.
- Appeler les gouvernements des pays partenaires à abroger la législation criminalisant les rapports sexuels entre adultes consentants du même sexe et à interdire toute sorte d'examens médicaux intrusifs irrespectueux de l'intégrité et de la dignité de la personne.
- RECOMMANDATIONS adressées aux OSC:
- Utiliser les outils et mécanismes nationaux et internationaux en matière de Droits de l'Homme pour protéger les minorités et les personnes victimes de discriminations.